

A ce titre, il est envisagé de recourir aux services de la communauté d'agglomération Dracénoise, nécessaires au bon fonctionnement du SMA. Ces derniers, seront ci-après désignés « services mutualisés ».

## **Titre I : OBJET ET DUREE DE LA CONVENTION**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L. 5721-9 du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de déterminer les modalités et les conditions de la mise à disposition par la CAD auprès du SMA des services communautaires présentant un intérêt pour l'exercice des compétences du syndicat.

### **Article 2 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature.

## **Titre II : LES SERVICES MUTUALISES**

### **Article 3 : Identification des services mutualisés**

Au regard des compétences du SMA et de ses besoins les services communautaires présentant un intérêt en termes de mutualisation, sont les suivants :

- Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics
- Direction des Ressources Humaines
- Direction des Finances
- Service des Affaires générales
- Direction de la communication
- Direction des Systèmes d'Information
- Direction Aménagement Economique et Urbain

L'identification d'autres services pourra intervenir par avenant si nécessaire.

### **Article 4 : Condition d'intervention des services mutualisés**

L'annexe I établit la fiche de demande d'intervention pour le compte du SMA, et plus particulièrement le détail des missions exercées et la fréquence des interventions. Cette fiche pourra être établit pour une intervention ponctuelle ou pour une intervention récurrente sur une période pouvant s'établir sur un exercice budgétaire.

### **Article 5 : Responsabilité :**

Lorsqu'ils interviennent pour le compte du SMA, les services mutualisés sont placés sous sa responsabilité.

Il appartiendra donc à l'autorité exécutive du SMA de fixer les conditions de réalisation des interventions assurées pour son compte.

Bien que les personnels des services intervenants soient placés sous l'autorité du SMA pendant ce temps de mise à disposition, ils interviennent avec la qualité « d'homme de l'Art » et à ce titre ils doivent non seulement justifier des compétences et des qualifications requises, mais aussi disposer de tout le matériel et équipement obligatoires et nécessaires à la bonne exécution des travaux dans le respect de la réglementation en vigueur au moment de ces travaux ainsi que de toutes les autorisations administratives exigibles.

Il est d'ailleurs précisé et rappelé que toute intervention faite en dehors de ce cadre le sera sous l'entière responsabilité de la communauté qui ne pourra prétendre à aucun remboursement.

## **Titre III : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **Article 6 : Remboursement**

Les missions remplies par les services mutualisés pour le compte du SMA donnent lieu à un remboursement de la communauté dont le montant sera équivalent au coût de la main d'œuvre mobilisée et des fournitures utilisées. Une vérification du travail réalisé pour son compte par le SMA permettra d'attester du service fait.

### **Article 7 : Modalités de remboursement**

Conformément aux dispositions de l'article D. 5211-16 du CGCT, le remboursement des frais de fonctionnement des services mutualisés s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constaté par le SMA (exprimé en heures).

#### **7.1 Détermination du coût unitaire de fonctionnement**

La communauté détermine le coût unitaire de fonctionnement du service mutualisé, chaque année, à partir des dépenses suivantes :

- Charges de personnel
- Fournitures et petit matériel strictement nécessaire au service
- Coût de renouvellement des biens et des contrats de services rattachés.

Les parties auront arrêté un coût unitaire de fonctionnement du service mutualisé à la date du 1<sup>er</sup> novembre N-1 pour permettre au SMA et à la CAD d'intégrer l'évolution des dépenses et des recettes dans leur budget respectif.

Pour la première année, le coût unitaire est porté à la connaissance du SMA dans un délai de trois mois à compter de la signature de la présente convention.

#### **7.2 Détermination des unités de fonctionnement**

Une unité correspond à une utilisation du service mis à disposition par la communauté. Il peut être entendu qu'une unité de fonctionnement corresponde à une heure d'utilisation de services.

Un modèle d'état trimestriel d'intervention, figurant en annexe, est à renseigner et à transmettre au SMA afin de permettre le paiement des interventions conformément à l'article 7.3 de la présente convention.

#### **7.3 : Paiements**

Les états de dépenses engagées sont transmis semestriellement au SMA.

Ils devront correspondre aux sollicitations du SMA, renseignés dans le formulaire de demande d'intervention, décrit à l'article 4 de la présente convention, signé par la direction générale du syndicat mixte.

Une fois la validation d'un semestre réalisé, le SMA autorisera la communauté à émettre un titre de recette correspondant aux sommes dues pour le semestre considéré.

*Nota : Le montant total des remboursements affectés aux dépenses mutualisées ne pourra dépasser le montant du budget annuel du SMA consacré aux flux financiers de remboursement des services mutualisés.*

## **Titre IV : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 8 : Renouvellement de la présente convention**

La présente convention ne pourra être reconduite que de façon expresse.

Six mois au minimum avant la date d'expiration, les parties devront se tenir informées de leurs intentions quant à la reconduction ou non des relations contractuelles.

### **Article 9 : Modalités de résiliation**

La présente convention ne pourra être résiliée que pour un motif d'intérêt général sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois à compter de l'envoi en recommandé d'un courrier avec avis de réception.

### **Article 10 : Réflexion sur la gestion optimale des moyens humains**

En cas de décision de ne pas renouveler , ou en cas de résiliation, les parties s'engagent à étudier, durant la période de 6 mois précédant la fin des relations contractuelles, les autres modalités d'organisation des moyens humains des services d'utilité commune dans une optique de solidarité , d'efficacité, d'économie d'échelle et de gestion optimale des services publics.

### **Article 11 : Compétence juridictionnelle**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les parties s'en remettent au Tribunal administratif de Toulon.

### **Article 12 : Avenant**

La présente convention est modifiable à tout moment par voie d'avenant.

### **Article 13 : Annexes**

La présente convention comporte 2 annexes qui font partie intégrante de la convention.

Fait à Draguignan, le

Pour la CAD,

Pour le SMA,

**ANNEXE A**

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'INTERVENTION**

**Période d'intervention (et/ou dates) : Du.....au.....**

**Service mutualisé :**

**Missions du service mutualisé sollicité :**

Pour le SMA,

La Directrice Générale des Services

Delphine BARRIAU

**ANNEXE B****ETAT TRIMESTRIEL D'INTERVENTION**

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le



ID : 083-248300493-20160331-C\_2016\_024-DE

**Période d'intervention (et/ou dates) : Du.....au.....****Service mutualisé :****Personnel(s) du service:**

Grade(s)	Tarif Horaire Traitement mensuel chargé/durée de travail mensuelle	Missions	Durée de l'intervention  (1 heure= 1 unité de fonctionnement)	Coût de la main d'œuvre
<b><u>Coût Total de la Main d'œuvre (A)</u></b>				

**Matériels et petites fournitures :**

Désignation	Quantité	Prix unitaires	Coût du matériel
<b><u>Coût Total du matériel (B)</u></b>			

**Montant total du remboursement demandé (A+B) :**

<b><u>Coût Total de la Main d'œuvre (A)</u></b>	
<b><u>Coût Total du matériel (B)</u></b>	
<b><u>Montant Total</u></b>	

Pour la CAD,

Le Directeur Général des Services

Laurent SEMAVOINE